

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1904, tome 6, p. 215-217

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

REVUE DU MOIS

Venir au fond du Valais soi disant pour se reposer des fatigues d'une année longue, pénible et laborieuse, et puis s'atteler à une *Revue politique* pour obéir au Directeur des *Echos*, avouez que c'est du mérite ! Avoir devant les yeux le spectacle de la montagne parée de ses plus beaux atours, entendre le murmure des ruisseaux et le bruit des cascades voisines, être venu ici pour se retaper et « oublier », et, malgré cela, s'attabler, prendre une plume, et faire de la prose (et quelle prose !), ce n'est pas seulement du mérite : c'est un comble ! c'est le comble de l'héroïsme... et qui trouve toute son excuse dans le ciel qui vient enfin d'ouvrir ses écluses. O Dalcroze, où es-tu ? Etre à la montagne, n'y être venu que pour quarante-huit heures, et être obligé de rester au chalet : c'est bien là, n'est-ce pas, l'une au moins, des surprises de la montagne. Après tout, il faut prendre le temps comme il vient : on n'est philosophe qu'à ce prix ; cessons de murmurer, ô muse des concerts européens, et tâchons de nous rappeler ce qui s'est passé dans ces derniers temps, de l'autre côté de nos sommets.

Un journal qui vient de me tomber sous la main (car, hélas ! des journaux on en trouve aussi à la montagne !) m'apprend que M. Emile Combes, toujours régnant, profite de l'absence des Chambres pour torde le cou au Concordat, à ce fameux Concordat qui, depuis un siècle, fait grincer et grincher les hommes d'Etat. Décidément, il n'en faut plus : et M. Combes s'est mis dans la cervelle qu'il ne quitterait le pouvoir qu'après avoir signé ou seulement contresigné (c'est M. Loubet qui signe) la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Et M. Combes qui a le talent de saisir toujours l'occasion par les cheveux, se sert de deux évêques rebelles pour hâter l'exécution de son projet ; leurs noms sont bien connus, mais redisons-les à notre tour, pour qu'il n'y ai pas de confusion et qu'on n'aille pas, comme on l'a fait, mettre à leur place d'autres prélats plus dignes et moins ambitieux : ce sont Mgr Le Nordez, évêque de Dijon et Mgr Geay, évêque de Laval . Le pape, mis au courant de ce qu'on reproche à ces évêques, et usant d'un droit auquel le Concordat n'avait pas touché, les pria de se présenter chez lui... M. Combes s'en mêla, embrouilla à plaisir toute cette pénible affaire, et s'en fit l'épée qui lui servira à trancher la question de la séparation. Au moment où nous écrivons nous ne savons ce qui est décidé, et si comme prélude à la rupture du Concordat, nous verrons la rupture

des relations diplomatiques entre Rome et Paris. Nous y assisterons certainement mais nous ne sommes pas encore au dernier acte : la pièce anticléricale qui se joue en France est un drame à grand spectacle et en plusieurs tableaux et l'art du metteur en scène consiste à la traîner en longueur.

Toute la presse s'émeut de l'incident des évêques de Dijon et de Laval : chacun, évidemment, le commente à sa manière, à son point de vue, et c'est à qui donnera raison aux évêques contre le pape ou au pape contre les évêques. M. Combes n'a pas caché, dans le discours qu'il est allé prononcer à Carcassone, que les jours du Concordat étaient comptés et qu'il n'y aurait plus à hésiter, maintenant que le pape lui-même, l'intransigeant successeur de Léon XIII !! lui forçait la main, à lui, ministre pacifique d'un ministère qui ne veut que la paix. Fumiste, va !

Ce n'est pas bien l'affaire du chroniqueur de commenter l'éventualité, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France : mais pas besoin d'être docteur en Israël pour prévoir que cette séparation qui, en certains pays et sous certaines latitudes est plutôt un bienfait, ne servira au pays des Droits de l'Homme qu'à serrer davantage la corde qui étreint la France catholique. Que peut-on attendre d'un Gouvernement, d'une Chambre et d'un Sénat qui, dans l'espace d'un mois, ont annulé la liberté d'enseignement, fermé des milliers d'écoles populaires et jeté sur le pavé des milliers de citoyens paisibles dont le seul crime consistait à croire en Dieu et à placer leur instruction sous l'égide de l'Evangile ? Nous ne comprendrons jamais, disons-le en passant, qu'on puisse accuser les Frères des Ecoles chrétiennes, les Sœurs et tous les autres maîtres de l'enseignement chrétien d'avoir amené cet état de choses par leur incapacité à se mettre au niveau de la science contemporaine. C'est là un prétexte bien mesquin, un mensonge voulu ou répété bêtement par ceux qui ne veulent connaître de la France que ce qu'en disent les journaux. Ferdinand Buisson lui-même a reconnu que les Frères avaient rendu d'immenses services à l'instruction populaire et s'il ne dit pas tout le fond de sa pensée, d'autres le font à sa place et ne se gênent pas de crier que c'est précisément l'idéal chrétien qu'on persécute et non pas telle ou telle méthode scientifique. C'est clair comme le jour et, dès lors, ceux qui, par étroitesse d'esprit, par nationalisme ou par un esprit de corps mal entendu se refusent à s'y rendre desservent, au lieu de la servir, la cause religieuse dont ils se disent quelquefois les défenseurs. L'idéal pédagogique de la France catholique peut être placé à côté de l'idéal des autres pays ; il n'a rien à redouter de cette comparaison ; on le reconnaîtra peut-être plus tôt qu'on ne le pense, car il faudra bien remplacer les écoles qui viennent d'être

brutalement fermées, et alors... quoi? Ailleurs, nous le savons bien, on ne demande qu'à imiter le zèle farouche de M. Combes. Neutraliser, laïciser l'école au point de la paganiser : mais pour se venger, les Français n'ont qu'à souhaiter à leurs voisins et correligionnaires de ne point se voir lever sur eux des jours pareils à ceux qu'ils traversent en ce moment. C'est tout aussi téméraire, certes, de penser que de l'excès du mal sortira le bien et d'escompter les dernières catastrophes pour croire à un réveil chez les catholiques Français ; nous croyons fermement, nous, qu'il y aura un réveil, mais nous ne pensons pas pour cela qu'il faut rouler jusqu'au fond de l'abîme. En France, il faut courageusement se servir de ce qui existe encore pour prévenir la décadence ; et ailleurs, ailleurs il ne faudrait pas attendre que l'esprit sectaire qui souille avec rage au delà du Jura ait commencé une œuvre de destruction pareille à celle que nous ne saurions jamais assez déplorer, pour se mettre en garde et sonner l'alarme !

Les Russes comptent autant de revers que M. Combes compte de victoires. Et pour avoir assisté à ces reculs, peut-être même pour les avoir constatés — comme c'était son droit — la mission militaire suisse envoyée par le Conseil fédéral, à la suite des Russes, sur le théâtre de la guerre, a été priée de rebrousser chemin. Agir ainsi vis-à-vis d'un pays qui n'a eu que de bons rapports avec la Russie, cela manque de dignité et ne relève en rien l'idée qu'on se faisait des cosaques. La Suisse entière a été révoltée d'un tel procédé et elle a bien fait. On dit que le Japon n'a pas eu plus d'égard pour les officiers délégués par Berne; mais jusqu'ici ce n'est pas encore prouvé et nous n'insisterons pas.

Accordons un dernier souvenir à ce vaillant Krüger qui est venu mourir près de nous, à Clarens, où il pensait se remettre de ses fatigues et de ses émotions. L'oubliera-t-on lui aussi, comme on oublie tant de braves gens de nos jours? C'est possible, après tout. Nous vivons tellement au jour le jour que dès que le cercueil s'est fermé sur quelqu'une des gloires les plus pures de l'humanité, on passe... à un autre quand il y en a. En Suisse, peut-être, nous serons plus longtemps fidèles... souhaitons-le du moins, à tous ceux qui se laissent séduire par les grands exemples et qui veulent léguer à leurs enfants, avec le respect des ancêtres, l'amour du foyer et le culte de la patrie.

L. W.